

**Nombre de conseillers**

En exercice : 26

Présents : 18

Absents : 8

- dont suppléé : 0

- dont représentés : 7

Votants : 25

- dont « pour » : 25

- dont « contre » : 0

- dont abstention : 0

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU  
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

L'an deux mille vingt, le trente juillet à 16 heures, les membres du Conseil de la **Communauté de la Communauté de Communes « Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon »** dûment convoqués le vingt-quatre juillet deux mille vingt se sont réunis dans la salle de réunion de la Maison de la Vallée sous la présidence de Mme VAGINAY RICOURT Sophie.

**PRESENTS** : Mmes VAGINAY RICOURT Sophie, ALLEMANDI Florence, BALLADUR Clarisse, JACQUES Elisabeth, BARDIN Régine, REYNAUD Sandra, MM. BOUGUYON Yvan, ORTUNO Miguel, GARNIER Louis Gabriel, OLIVERO Albert (*départ après la question n°38*), FORTOUL Jacques, PELLOUX Jacques, SICELLO Manuel, MILLION-ROUSSEAU Daniel, ISOARD Bernard, TRON Jean-Michel, REYNAUD Frédéric, GASTON Arnaud et FERRON Jean.

**EXCUSES** : Mme BANCILLON BOË Fabienne ayant donné pouvoir à Mme BALLADUR Clarisse, MATTERA Wendy ayant donné pouvoir à M. GARNIER Louis Gabriel, GARCIER-RICHAUD Hélène ayant donné pouvoir à Mme REYNAUD Sandra, Mme OCCELLI Chloé ayant donné pouvoir à M. FORTOUL Jacques, Mme OKROGLIC Dominique ayant donné pouvoir à Mme BARDIN Régine, M. BARNEAUD Christophe ayant donné pouvoir à Mme ALLEMANDI Florence et M. CAPEL Denis ayant donné pouvoir à M. GASTON Arnaud,

**SECRETARE DE SEANCE** : Mme BALLADUR Clarisse.

Envoyé en préfecture le 31/07/2020

Reçu en préfecture le 31/07/2020

Affiché le

31/07/2020

ID : 004-200072304-20200730-D2020118-DE

## **Délibération n°2020/118**

### **OBJET : GESTION INTEGREE DES RISQUES NATURELS - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI NON PERMANENT DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROJET.**

Le Conseil de Communauté,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment **son article 3.2°** ;

**VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 ;

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien le projet suivant, à savoir la Gestion Intégrée des Risques Naturels (GIRN) ;

Sur proposition de Monsieur Jacques FORTOUL, vice-président,  
Après délibéré,

- **DECIDE** de créer un emploi non permanent dans la catégorie hiérarchique des ingénieurs territoriaux (cat A) afin de mener à bien l'opération identifiée suivante : **Gestion Intégrée des Risques Naturels (GIRN)** pour une durée de **18 mois** soit du **1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 mars 2022 inclus**.
- **DIT** que le contrat prendra fin à l'issue de la réalisation de l'opération pour lequel le contrat a été conclu, **à savoir le 31 mars 2022**. A défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée.
- **DIT** que le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevé au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.
- **DIT** que l'agent assurera les fonctions de **chargé de mission « GIRN »** à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de **35 heures** pour exercer les missions suivantes :

Envoyé en préfecture le 31/07/2020

Reçu en préfecture le 31/07/2020

Affiché le

31/07/2020

ID : 004-200072304-20200730-D2020118-DE

- ✓ Installation d'un système d'alerte globale et **multirisque**,
  - ✓ Etat des lieux **multirisques** sur le bassin de l'Ubaye,
  - ✓ Organisation intercommunale de gestion de crise,
  - ✓ Politique d'information préventive,
  - ✓ Interactions réseau risques naturels,
  - ✓ Suivi du projet.
- **DIT** que l'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique des **ingénieurs territoriaux (cat A)**.
  - **DIT** que l'agent devra justifier d'un diplôme de niveau 1 ou 2 soit Bac + 3 à +5 avec :
    - Master apprécié (gestion des risques naturels, géologie, hydrologie-hydraulique, **environnement/eau** milieux aquatiques, **géographie**...).
    - Très bonnes connaissances en matière de risques naturels : méthodes de gestion (identification, évaluation, prévention...), institutions, acteurs. Connaissance des documents de planification / aménagement du territoire, urbanisme. Connaissances en génie civil. Connaissances dans le domaine de l'eau et des milieux naturels (dynamique et **fonctionnement** des écosystèmes aquatiques, hydrologie, **hydraulique**).
    - Expérience dans la conduite de projets (rédaction de cahiers des charges, établissement de dossiers de demandes de subvention, suivi et évaluation, suivi financier), connaissance des marchés publics.
    - Informatique suite Office, SIG Qgis, base de données, **télécommunication** (ADSL, HTC, GSM, serveur...).
    - Qualités personnelles : personne de terrain, sens de **l'organisation** et du travail en équipe, autonomie, capacité d'**analyse** et de synthèse, sens de la communication et du relationnel avec les différents **partenaires** et le public, pédagogie.
  - **DIT** que la rémunération de l'agent sera déterminée selon un indice brut de rémunération maximum de **611** en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.
  - **DIT** que le régime indemnitaire instauré par la délibération n°2018/175 du 31 juillet 2018 n'est pas applicable.
  - **S'ENGAGE** à assurer la publicité de cet emploi conformément à la réglementation en vigueur.
  - **AUTORISE** la Présidente à signer toutes pièces afférentes à cette décision.
  - **DIT** que les crédits afférents aux salaires et charges de cet emploi sont inscrits au chapitre 012 du Budget de la CCVUSP.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus,

Pour Extrait Certifié **Conforme**,



La Présidente,  
Mme Sophie VAGINAY RICOURT.

Séance du 30 Juillet 2020